

**UNE OFFRE SOCLE DES SPSTI**  
**SOUMISE A CERTIFICATION ET ENCADREMENT TARIFAIRE**  
**Loi 02/08/2021 et décret du 24/04/2022**

La loi du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail prévoit que les entreprises et leurs salariés bénéficient d'un ensemble commun de services de la part des services de prévention et de santé au travail sur l'ensemble du territoire.

Cette innovation, destinée à améliorer la qualité, la visibilité et l'accessibilité du suivi en santé au travail de façon homogène sur l'ensemble du territoire, est concrétisée aujourd'hui par la création d'une offre socle de services.

Désormais, **chaque service de prévention et de santé au travail devra obligatoirement intégrer dans ses actions les missions suivantes :**

**1. La prévention des risques professionnels, incluant notamment :**

- Un conseil renforcé et l'accompagnement des entreprises dans l'élaboration de leur document unique d'évaluation des risques professionnels et
- La conduite d'action de prévention primaire telles que l'identification et l'aménagement des postes à risque pour la santé des travailleurs.

**2. Le suivi individuel de l'état de santé de chaque salarié,**

tout au long de son activité, à travers la mise en place de l'ensemble des suivis et visites médicales prévues par la réglementation.

- ✓ Visite d'information et de prévention (embauche, périodique)
- ✓ Visite de mi-carrière
- ✓ Visite SIR de fin d'exposition/fin de carrière
- ✓ Visites à la demande (employeur, salarié, médecins du travail, CPAM)

**3. La prévention de la désinsertion professionnelle,**

à travers la mise en place et l'animation d'une cellule de maintien dans l'emploi pour accompagner les salariés présentant un risque de désinsertion professionnelle en raison de leur état de santé.

La création de cette nouvelle offre socle de services est assortie de la mise en place d'une procédure de **certification** des services de prévention et de santé au travail, pour en garantir la qualité de mise en œuvre.

Conçue pour renforcer le suivi concret de la santé au travail et faciliter la mise en œuvre par les employeurs de leurs obligations, cette offre socle permet le déploiement d'une santé au travail moderne, capable de répondre aux enjeux actuels du monde du travail.

Enfin, le montant de la **cotisation par salarié sera encadré** sur la base de la parution d'un arrêté annuel qui se basera sur un prix moyen calculé à l'échelon national. Le montant de la cotisation ne pourra être inférieur à 80 %, ou supérieur à 120 %, au coût moyen national fixé par arrêté, lequel sera publié avant le 1er octobre de chaque année (le 1er est prévu le 1er oct 2024).